

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 29.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor leercontracten en aanwervingen van leerlingen in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

**Art. 30.** De leercontracten die zijn gesloten vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die erkend zijn in toepassing van het voornoemd besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991, worden erkend in de zin van dit besluit.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

**Art. 32.** Het Lid van het College belast met Beroepsopleiding en Permanente vorming van de Middenklasse is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. ANDRE,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding en de permanente vorming van de middenklasse

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

F. 98 — 2262

[S - C - 98/31380]

**17 JUILLET 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française  
relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes  
et les petites et moyennes entreprises**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 6 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions qui régissent les conventions de stage avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La convention de stage doit répondre aux conditions générales prévues par le présent arrêté, sous réserve des conditions particulières fixées pour l'apprentissage d'une profession ou d'un groupe de profession en vertu de l'article 8, 4<sup>o</sup>, de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995.

**Art. 2.** La convention de stage a pour objet d'assurer une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite ou moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante. Elle peut être conclue dans toutes les professions pour lesquelles des cours de formation de chef d'entreprise sont organisés.

Le programme de formation de la profession, élaboré par l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « l'Institut » est annexé à la convention conclue entre le stagiaire et le chef d'entreprise et fait partie intégrante de celle-ci.

**Art. 3.** Eu égard aux possibilités de formations particulières à certaines professions déterminées par l'Institut, le délégué à la tutelle peut prévoir qu'une formation complémentaire portant sur des points déterminés du programme soit dispensée au stagiaire soit par un autre chef d'entreprise soit dans les centres de formation sous forme de cours complémentaires de pratique professionnelle.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise doit être agréée en tant qu'entreprise de formation pour la profession faisant l'objet de la convention conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

§ 2. Si l'entreprise est une personne morale, la convention de stage doit être conclue au nom de celle-ci par la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour engager celle-ci.

**Art. 5.** Le stagiaire doit répondre aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions d'accès aux cours de formation de chef d'entreprise visées à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 relatif aux cours de formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises pris en exécution du décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° s'inscrire aux cours de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet de la convention dans les 6 semaines à dater du premier cours et au plus tard le 31 octobre;

3° ne pas avoir été exclu du bénéfice de la conclusion de convention de stage en vertu de l'article 23.

**Art. 6.** La convention de stage est conforme à la convention-type élaborée par l'Institut. Elle est conclue par écrit et est signée en présence des parties contractantes et du délégué à la tutelle. Chacune des parties en reçoit un exemplaire.

La convention de stage est conclue entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 novembre, sauf dérogation accordée par l'Institut sur proposition motivée du délégué à la tutelle, et se termine au plus tard le 30 septembre de la dernière année de formation.

Toutefois, la conclusion d'une première convention ne peut pas se faire au-delà du 31 décembre pour un auditeur de dernière année de la formation de chef d'entreprise.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La durée de la convention de stage est égale à la durée du plan de formation élaboré par le délégué à la tutelle.

En cas de rupture de la convention de stage, la durée de la convention ultérieure doit être égale à la durée de la formation restant à acquérir.

§ 2. La convention de stage peut être prolongée d'un an au plus :

1° en cas d'échec aux évaluations en cours et en fin de formation;

2° en cas de suspension de l'exécution de la convention pendant une durée égale ou supérieure à six mois.

Les règles relatives à la prolongation et à la réduction de la durée de la convention sont fixées par l'Institut.

**Art. 8.** La convention de stage comporte une période d'essai de trois mois.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En vue du contrôle visé au § 2, le délégué à la tutelle établit un dossier annexé à la convention qui permet de vérifier notamment que :

1° la convention est conforme à la convention-type visée à l'article 6;

2° l'entreprise est agréée pour la profession faisant l'objet de la convention;

3° le stagiaire satisfait aux conditions visées à l'article 5;

4° la durée de la convention correspond à celle indiquée dans le plan de formation;

5° le stagiaire a été inscrit dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises.

§ 2. Le dossier et l'exécution de la convention de stage sont soumis au contrôle de l'Institut.

§ 3. En cas de refus du délégué à la tutelle de servir d'intermédiaire dans la conclusion d'une convention de stage, celui-ci doit communiquer par écrit sa décision aux parties et en avertir l'Institut.

**Art. 10.** Les parties contractantes s'engagent à soumettre immédiatement au délégué à la tutelle toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention.

Celui-ci joue le rôle de médiateur en cas de désaccord entre les parties. S'il n'aboutit pas à un accord ou si les parties ou l'une d'elles refusent de donner suite à la convocation, il transmet dans la quinzaine à l'Institut un rapport accompagné du procès-verbal d'audition des parties.

**Art. 11.** Les actions naissant de la convention de stage sont prescrites un an après la cessation de celle-ci ou cinq ans après le fait qui a donné naissance à l'action, sans que ce dernier délai puisse excéder un an après la fin de la convention de stage.

## CHAPITRE II. — Obligations des parties

**Art. 12.** Le chef d'entreprise a l'obligation :

1° de prendre contact, par écrit, dès le premier jour de l'exécution de la convention de stage, avec le délégué à la tutelle, en vue de la signature d'une convention-type de stage et de conserver une copie de cet écrit dans l'entreprise;

2° de veiller à ce que la formation déterminée par le programme soit donnée au stagiaire en vue de le préparer aux examens ainsi qu'à l'exercice d'une profession indépendante, tant dans les aspects de la gestion d'une petite ou moyenne entreprise que dans la pratique du métier, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, les matières nécessaires à cet apprentissage;

3° de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'intégration du stagiaire dans son milieu professionnel;

4° de ne pas astreindre le stagiaire à des tâches :

a) étrangères à la profession en vue de laquelle il a été engagé;

b) dépourvues de tout caractère formatif;

c) présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité;

d) interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail;

5° de tenir le délégué à la tutelle au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise;

6° de veiller, en collaboration avec le délégué à la tutelle, à ce que le stagiaire :

a) fréquente assidûment les cours dans un centre de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ce qui implique l'obligation pour le chef d'entreprise de laisser le stagiaire s'absenter de l'entreprise durant ces heures de cours et toute la journée si les cours excèdent la demi-journée;

b) participe aux évaluations pratiques en atelier;

c) participe aux évaluations et examens, ce qui implique l'obligation pour le chef d'entreprise de libérer le stagiaire au plus tard à 16 heures la veille du jour au cours duquel ces évaluations et examens ont lieu;

d) tient rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis et notamment le carnet de stage;

7° de veiller à l'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution, notamment :

a) en respectant les prescriptions de cette loi et de ses arrêtés d'exécution, lorsque les tâches confiées au stagiaire comportent ou peuvent comporter des risques concernant sa sécurité et sa santé;

b) en prévoyant les mesures de prévention nécessaires et adéquates, en ce qui concerne aussi bien l'organisation que les équipements mis à la disposition des stagiaires, ainsi que les vêtements et les équipements de protection individuelle imposés en vertu de cette loi;

c) en inscrivant le stagiaire, dès le début de l'exécution de la convention, dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises;

d) en remettant au délégué à la tutelle, dans les deux mois qui suivent la date du début de l'exécution de la convention de stage, un document émanant du Service médical interentreprises, attestant du fait que l'examen médical d'embauchage imposé en vertu de la loi précitée a bien eu lieu;

e) en veillant à ce que le stagiaire soit soumis aux examens médicaux imposés en vertu de la loi précitée.

8° de payer au stagiaire l'allocation de stage mensuelle minimale visée à l'article 13;

9° d'intervenir dans les frais de déplacement du stagiaire conformément aux dispositions légales en la matière;

10° de se conformer à l'horaire de travail prévu au règlement de travail sans dépasser la limite maximale fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximale fixée par la législation du travail, y compris dans chaque cas — le temps consacré à la fréquentation des cours par le stagiaire;

11° d'occuper le stagiaire dans l'entreprise un minimum de 28 heures par semaine, en moyenne sur l'ensemble de l'année, y compris les heures consacrées par ce dernier à la fréquentation des cours;

12° de donner au stagiaire le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte, ainsi que les obligations civiques;

13° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que le stagiaire met en dépôt; il n'a en aucun cas le droit de retenir ces effets;

14° de contracter une assurance contre les accidents qui peuvent survenir au stagiaire au cours et par le fait de l'exécution de la convention de stage;

a) pendant les heures de formation dans l'entreprise et pendant les heures, au centre de formation, durant lesquelles le stagiaire suit les cours prévus dans la convention de stage et participe aux évaluations et aux examens;

b) pendant les trajets normaux effectués pour se rendre de son domicile à l'entreprise ou au centre et inversement, ainsi que de l'entreprise au centre et inversement;

15° d'autoriser le délégué à la tutelle et toute autre personne désignée par l'Institut à vérifier, sur les lieux d'exécution de la convention, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit;

16° de remettre au délégué à la tutelle un rapport sur le déroulement de la formation dans l'entreprise, une fois par an et avant le 31 mars, selon les modalités fixées par l'Institut;

17° de fournir à la demande du stagiaire, en fin de stage, un certificat constatant la date du début et de la fin de la convention ainsi que la nature de la formation reçue;

18° d'avertir le délégué à la tutelle des absences éventuelles du stagiaire;

19° d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Institut;

20° d'accorder au stagiaire des congés non-payés ou de compléter les congés légaux par des congés non-payés à prendre comme congés légaux lorsque le stagiaire n'a légalement pas droit à des jours de vacances ou a droit à un nombre de jours inférieur à la durée maximale légale, afin que le stagiaire puisse disposer, pour chaque année de formation, d'un total de 20 à 24 jours de congé selon que l'exécution de la convention se déroule sur 5 ou 6 jours de présence par semaine dans l'entreprise;

21° de permettre au stagiaire de se rendre chez le délégué à la tutelle pendant les heures de formation dans l'entreprise;

22° de respecter la procédure prévue à l'article 10 du présent arrêté lors de toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'allocation mensuelle minimale visée à l'article 12, 9°, s'élève :

1° lorsque le stagiaire est titulaire soit d'un certificat d'apprentissage soit d'un certificat de qualification de 4<sup>e</sup> technique ou de 6<sup>e</sup> professionnelle dans la profession faisant l'objet de la convention de stage :

a) en 1<sup>re</sup> année, à 22 000 francs;

b) les années suivantes, à 26 000 francs;

2° lorsque le stagiaire n'est pas détenteur d'un des titres visés au 1° :

a) en 1<sup>re</sup> année, à un montant correspondant à celui de l'allocation de fin d'apprentissage;

b) en 2<sup>e</sup> année, à 22 000 francs;

c) en 3<sup>e</sup> année, à 26 000 francs;

3° lorsque le plan de formation prévoit une année supplémentaire en application de l'article 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises :

a) en 1<sup>re</sup> année, à un montant correspondant à celui de l'allocation de fin d'apprentissage;

b) en 2<sup>e</sup> année, à 15 600 francs;

c) en 3<sup>e</sup> année, à 26 000 francs.

§ 2 Si la Commission paritaire compétente a fixé des montants d'allocations supérieurs, le chef d'entreprise est tenu de payer ces montants.

Cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise tels qu'ils sont évalués forfaitairement par la réglementation relative à la sécurité sociale des travailleurs.

Elle est due tant pour les prestations que le stagiaire fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les évaluations et examens qu'il présente en exécution de la convention.

La progression de l'allocation mensuelle minimale prend cours le 1<sup>er</sup> août précédant l'entrée dans l'année supérieure, pour les conventions conclues à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les conventions conclues avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la progression de l'allocation mensuelle minimale est maintenue à chaque date anniversaire de la conclusion de la convention.

En cas de prolongation de la convention, l'augmentation de l'allocation de stage est différée d'un an.

§ 3 Les montants prévus au § 1<sup>er</sup> sont adaptés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédente.

Toutefois, le montant indexé de l'allocation mensuelle minimale de la première année, y compris les avantages en nature ainsi que le montant de la deuxième année visée au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, b, y compris les avantages en nature, ne peuvent excéder le montant au-delà duquel le stagiaire cesse de bénéficier des allocations familiales.

Le délégué à la tutelle informe par écrit les parties du nouveau montant de l'allocation mensuelle.

**Art. 14.** Le stagiaire a l'obligation :

1° d'exécuter les tâches avec soin, probité et conscience dans les conditions et au lieu convenus;

2° d'agir conformément aux instructions données par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention;

3° de fréquenter assidûment les cours de formation de chef d'entreprise sauf en cas de dispenses, de suivre et de compléter rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis;

4° de participer aux évaluations en cours et en fin de formation;

5° de s'abstenir, tant au cours de la convention qu'après sa cessation de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation;

6° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité soit à celle de ses compagnons, du chef d'entreprise ou de tiers et en particulier de se soumettre aux mesures de sécurité et d'hygiène prévues dans la profession;

7° de restituer en bon état au chef d'entreprise l'outillage qui lui a été confié ainsi que les vêtements de travail lorsque ceux-ci sont imposés par et en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

8° de faire parvenir au délégué à la tutelle, un rapport sur le déroulement du stage pour le 31 mars, conformément aux modalités fixées par l'Institut;

9° de respecter la procédure prévue à l'article 10 lors de toute difficulté née à l'occasion de la convention.

**Art. 15.** En cas de dommages causés par le stagiaire au chef d'entreprise ou à des tiers, dans l'exécution de sa convention, le stagiaire ne répond que de son dol et de sa faute lourde.

Il ne répond de sa faute légère que si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

En cas de dommages prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les parties doivent informer immédiatement le délégué à la tutelle.

Le chef d'entreprise peut imputer sur l'allocation de stage les allocations et dommages-intérêts qui lui sont dûs en vertu du présent article et qui ont été, après les faits, convenus avec le stagiaire ou fixés par le juge.

Le total des retenues ne peut dépasser le cinquième de l'allocation mensuelle, déduction faite des retenues effectives effectuées en vertu de la législation fiscale ainsi que de la législation relative à la sécurité sociale.

**Art. 16.** Le stagiaire n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

Il n'est plus tenu compte des malfaçons après la réception de l'ouvrage.

#### CHAPITRE III. — *Suspension de l'exécution de la convention de stage*

**Art. 17.** L'exécution de la convention de stage est suspendue notamment en cas de congé d'accouchement, de chômage forcé, d'incapacité de travail résultant de maladie ou d'un accident.

Lorsque l'exécution de la convention est suspendue pendant plus de six mois, la date de l'expiration de cette convention est reportée au 30 septembre de l'année suivant celle au cours de laquelle elle devait se terminer.

En cas de suspension de la convention de stage, le stagiaire conserve le droit à son allocation de stage durant 7 jours.

**Art. 18.** Tout cas de suspension d'une convention de stage doit être communiqué immédiatement par le chef d'entreprise au délégué à la tutelle.

#### CHAPITRE IV. — *Fin, résiliation, retrait de la convention de stage*

**Art. 19.** La convention de stage prend fin :

1° par l'expiration du terme;

2° par la volonté de l'une des parties :

a) notifiée par écrit, au cours de la période d'essai, et moyennant un préavis de 7 jours;

b) à tout moment au cours de l'exécution de la convention et immédiatement lorsqu'il existe dans le chef de l'autre partie un motif grave prévu aux articles 20 et 21 justifiant la rupture;

3° d'un commun accord entre le chef d'entreprise et le stagiaire en cas de mésentente constituant une entrave sérieuse à la bonne exécution de la convention de stage et moyennant information préalable du délégué à la tutelle;

4° par le décès d'une des parties;

5° par cas fortuit ou force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de la convention;

6° par la volonté du stagiaire, notifiée par écrit et moyennant un préavis de sept jours au chef d'entreprise et au délégué à la tutelle, lorsque le stagiaire est engagé dans les liens d'un contrat de travail, nommé dans une administration ou s'il s'installe comme indépendant;

7° lorsqu'une suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que la convention se poursuive;

8° par décision de l'Institut conformément à l'article 22.

Par dérogation à l'article 6, dans certaines situations, moyennant accord de l'Institut, le terme de la convention peut être fixé, par avenant, sur proposition du délégué à la tutelle, à une autre date que celle fixée initialement.

**Art. 20.** Le chef d'entreprise peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit de la convention de stage lorsque le stagiaire :

1° se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef d'entreprise ou de son personnel;

2° cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant ou à l'occasion de l'exécution de la convention;

3° divulgue des secrets professionnels ou commet une indiscrétion grave dans une question d'affaires;

4° manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou à l'exécution de la convention.

**Art. 21.** Le stagiaire peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation de plein droit de la convention de stage lorsque :

1° le chef d'entreprise ou le moniteur se rend coupable à l'égard du stagiaire d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;

2° le chef d'entreprise ou le moniteur tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard du stagiaire;

3° la moralité du stagiaire est mise en danger au cours de la convention;

4° le chef d'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution de la convention;

5° la convention est suspendue en application de l'article 24.

**Art. 22.** L'Institut met fin à la convention de stage lorsque :

1° l'une des parties a produit de faux renseignements;

2° le stagiaire ne satisfait plus aux conditions de l'article 5 ou lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré;

3° l'une des parties ne respecte plus ses obligations relatives à la formation théorique et pratique et, notamment, la fréquentation régulière des cours;

4° il s'est avéré, à l'occasion des évaluations en cours de formation, que le stagiaire ne possède pas les capacités nécessaires pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation;

5° le stagiaire n'est plus déclaré physiquement apte à exercer la profession faisant l'objet de la convention de stage par ou en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

6° les parties ne sont pas parvenues à un accord au terme de la procédure visée à l'article 10.

**Art. 23.** Avant de mettre fin à la convention de stage ou d'exclure l'une des parties du bénéfice de la conclusion de conventions, l'Institut demande l'avis du délégué à la tutelle.

Le délégué à la tutelle invite les parties contractantes à faire connaître par écrit leurs observations éventuelles. Le cas échéant, il les convoque pour les entendre et transmet un rapport à l'Institut.

**Art. 24.** Lorsque l'intérêt du stagiaire le justifie, et après avoir pris l'avis de la Commission visée à l'article 25, l'administrateur général de l'Institut peut suspendre l'exécution de la convention pour une période qu'il détermine.

Lorsque la suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois, l'article 19, 7°, est d'application.

**Art. 25.** Un recours peut être introduit auprès de l'Administrateur général de l'Institut contre toute décision prise en application du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 réglant les recours, l'organisation et le fonctionnement de la Commission de recours dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 26.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 organisant le stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 27.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux conventions de stage conclues avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

**Art. 29.** Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française

## VERTALING

N. 98 — 2262

[S - C - 98/31380]

**17 JULI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de stage-overeenkomsten in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord inzake de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, dat gesloten werd op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en dat is goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 14 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 6 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, de centra voor de permanente opleiding van de middenklasse, de toezichthoudende afgevaardigden, de bedrijfsleiders en de stagiairs op de hoogte dienen te zijn van de nieuwe bepalingen houdende regeling van de stage-overeenkomsten vóór de aanvang van het volgende opleidingsjaar, vastgesteld in september 1998;

Overwegende dat bijgevolg de bekendmaking en inwerkingtreding van het besluit onverwijld dienen te gebeuren;

Op voordracht van het Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente opleiding van de Middenklasse,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** De stage-overeenkomst moet voldoen aan de algemene voorwaarden zoals bedoeld in dit besluit, onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden die zijn vastgesteld voor scholing in een beroep of een aantal beroepen krachtens artikel 8, 4° van het samenwerkingsakkoord inzake de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, dat gesloten werd op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en dat is goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995.

**Art. 2.** De stage-overeenkomst heeft als doel een voorbereidende opleiding tot de uitoefening van een leidende functie in een kleine of middelgrote onderneming of tot de uitoefening van een zelfstandig beroep. Ze kan worden gesloten voor alle beroepen waarvoor opleidingscursussen tot bedrijfsleider worden georganiseerd.

Het opleidingsprogramma voor het beroep, uitgewerkt door het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna « het Instituut » genoemd, wordt gevoegd bij de overeenkomst tussen de stagiair en de bedrijfsleider en maakt er deel van uit.

**Art. 3.** Gezien de mogelijkheden tot bijzondere opleiding in bepaalde beroepen zoals vastgelegd door het Instituut, kan de toezichthoudende afgevaardigde bepalen dat een aanvullende opleiding met betrekking tot welbepaalde punten van het programma wordt gegeven aan de stagiair hetzij door een andere bedrijfsleider hetzij via aanvullende praktische beroeps cursussen die in de centra worden gegeven.

**Art. 4. § 1.** De onderneming moet erkend zijn als onderneming voor de opleiding tot het beroep waarop de overeenkomst betrekking heeft overeenkomstig het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 2. Wanneer de onderneming een rechtspersoon is, wordt de stage-overeenkomst gesloten op haar naam door de natuurlijke persoon die is belast met het daadwerkelijke beheer van de onderneming en die gemachtigd is om deze erbij te betrekken.

**Art. 5.** De stagiair moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° voldoen aan de voorwaarden betreffende de toegang tot de opleidingscursussen als bedrijfsleider bedoeld in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 1991 betreffende opleidingscursussen in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, genomen in uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 3 juli 1991 betreffende de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° zich inschrijven in de cursus voor bedrijfsleider in het beroep waarop de overeenkomst betrekking heeft binnen de 6 weken, te rekenen vanaf de eerste cursus en uiterlijk op 31 oktober;

3° niet uitgesloten zijn van een stage-overeenkomst krachtens artikel 23.

**Art. 6.** De stage-overeenkomst is conform de door het Instituut opgestelde standaardovereenkomst. Ze is schriftelijk en wordt ondertekend in aanwezigheid van de contracterende partijen en de toezichthoudende afgevaardigde. Elk van de partijen ontvangt een exemplaar ervan.

De stage-overeenkomst wordt gesloten tussen 1 juli en 30 november, behoudens afwijking die wordt toegekend door het Instituut op een met redenen omkleed voorstel van de toezichthoudende afgevaardigde, en eindigt uiterlijk op 30 september van het laatste opleidingsjaar.

Het sluiten van een eerste overeenkomst mag evenwel niet gebeuren na 31 december voor iemand die het laatste opleidingsjaar als bedrijfsleider volgt.

**Art. 7. § 1.** De duur van het stage-overeenkomst is gelijk aan de duur van het opleidingsplan zoals vastgesteld door de toezichthoudende afgevaardigde.

In geval van verbreking van de overeenkomst moet de duur van de latere overeenkomst gelijk zijn aan de duur van de resterende te volgen opleiding.

§ 2. De stage-overeenkomst kan ten hoogste met één jaar worden verlengd :

- 1° wanneer de stagiair niet slaagt voor de evaluaties tijdens de cursussen en aan het einde van de opleiding;
- 2° ingeval van opschorting van de uitvoering van de overeenkomst gedurende zes maanden of langer.

De regels betreffende de verlenging en verkorting van de duur van de overeenkomst worden door het Instituut vastgesteld.

**Art. 8.** De stage-overeenkomst omvat een proefperiode van drie maanden.

**Art. 9.** § 1. Met het oog op de controle bedoeld in § 2 stelt de toezichthoudende afgevaardigde een dossier op, dat gevoegd wordt bij de overeenkomst aan de hand waarvan moet kunnen worden nagegaan of :

- 1° de overeenkomst conform de standaardovereenkomst bedoeld in artikel 6 is;
- 2° de onderneming erkend is voor het beroep waarop de overeenkomst betrekking heeft;
- 3° de stagiair voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5;
- 4° de duur van de overeenkomst overeenstemt met de duur vermeld in het opleidingsplan;
- 5° de stagiair werd ingeschreven op de lijst van de werknemers die bezorgd is aan de de Geneeskundige interbedrijvendienst.

§ 2. Het dossier en de uitvoering van de stage-overeenkomst zijn onderworpen aan de controle van het Instituut.

§ 3. Wanneer de toezichthoudende afgevaardigde weigert als bemiddelaar op te treden tijdens het sluiten van een stage-overeenkomst moet hij zijn beslising schriftelijk meedelen aan de partijen en het Instituut op de hoogte brengen.

**Art. 10.** De contracterende partijen verbinden zich ertoe onmiddellijk alle problemen voortvloeiend uit de uitvoering van de overeenkomst voor te leggen de toezichthoudende afgevaardigde.

Deze bemiddelt bij onenigheid tussen de partijen. Indien geen akkoord wordt bereikt of indien de partijen of één ervan weigeren gevolg te geven aan de oproeping, bezorgt de toezichthoudende afgevaardigde aan het Instituut binnen de vijftien dagen een verslag met het proces-verbaal van verhoor van de partijen.

**Art. 11.** De rechtsvervolgingen naar aanleiding van de stage-overeenkomst verjaren één jaar na de beëindiging ervan of vijf jaar na het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de rechtsvervolging, waarbij deze laatste termijn niet langer mag duren dan één jaar na de beëindiging van de stage-overeenkomst.

#### HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de partijen*

**Art. 12.** De bedrijfsleider is verplicht :

1° vanaf de eerste dag van de uitvoering van de stage-overeenkomst schriftelijk contact op te nemen met de toezichthoudende afgevaardigde voor de ondertekening van een standaard stage-overeenkomst en een afschrift van dit document in de onderneming te bewaren;

2° erop toe te zien dat de in het programma vastgestelde opleiding aan de stagiair wordt gegeven om hem voor te bereiden op de examens en de uitoefening van een zelfstandig beroep, zowel wat betreft de aspecten van het beheer van een kleine of middelgrote onderneming als de praktijk van het beroep, met name door het ter beschikking stellen van de hulp, middelen en zaken die nodig zijn voor het aanleren van dit beroep;

3° de nodige aandacht en zorg te besteden aan de integratie van de stagiair in zijn beroepsmilieu;

4° de stagiair geen taken op te leggen die :

- a) vreemd zijn aan het beroep waarvoor hij is aangeworven;
- b) niet in het raam van de opleiding passen;
- c) een gevaar voor zijn gezondheid en veiligheid inhouden;
- d) verboden zijn krachtens de reglementaire of wetsbepalingen betreffende de arbeid;

5° de toezichthoudende afgevaardigde op de hoogte te houden van het verloop van de opleiding in de onderneming;

6° in samenwerking met de toezichthoudende afgevaardigde erop toe te zien dat de stagiair :

a) nauwgezet de cursussen volgt in een centrum voor permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wat inhoudt dat het bedrijfsleider de stagiair de mogelijkheid moet geven om afwezig te zijn op het werk gedurende deze lessen en heel de dag wanneer de cursussen langer dan een halve dag in beslag nemen;

b) deelneemt aan de praktische evaluaties in de werkplaats;

c) deelneemt aan de evaluaties en de examens, wat inhoudt dat het bedrijfsleider de stagiair moet laten vertrekken uiterlijk om 16 uur de avond vóór de dag waarop deze evaluaties en examens plaatsvinden;

d) de pedagogische documenten die hij krijgt en met name het vorderingsschema en het stageverslag nauwkeurig bijhoudt;

7° toe te zien op de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk en op de toepassingsbesluiten ervan, met name :

a) door de voorschriften van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan na te leven wanneer de taken die zijn toevertrouwd aan de stagiair risico's (kunnen) inhouden voor diens veiligheid en gezondheid;

b) de vereiste en passende preventiemaatregelen te nemen, zowel wat betreft de organisatie als de voorzieningen die ter beschikking van de stagiairs zijn gesteld evenals de kleding en de uitrustingen voor persoonlijke bescherming die krachtens deze wet zijn opgelegd;

c) door de stagiair van bij de aanvang van de uitvoering van de overeenkomst in te schrijven op de lijst van de werknemers die aan de Geneeskundige interbedrijvendienst wordt bezorgd;

d) door de toezichthoudende afgevaardigde binnen de twee maanden die volgen op de datum van de aanvang van de uitvoering van de stage-overeenkomst een document van de Geneeskundige interbedrijvendienst te bezorgen waaruit blijkt dat het geneeskundig onderzoek bij de aanwerving, opgelegd krachtens de voornoemde wet, wel degelijk heeft plaatsgehad;

e) door erop toe te zien dat de stagiair de geneeskundige onderzoeken ondergaat die zijn opgelegd krachtens voornoemde wet;

8° de stagiair de maandelijkse minimum stagevergoeding uit te betalen, vastgesteld in artikel 13;

9° tegemoet te komen in de verplaatsingskosten van de stagiair overeenkomstig de wetsbepalingen ter zake;

10° het werkrooster zoals voorzien in het arbeidsreglement in acht te nemen zonder overschrijding van de maximumgrens zoals vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst die gesloten is in het bevoegd Paritair comité of, bij onstentenis van een dergelijke overeenkomst, de maximumgrens zoals vastgesteld in de arbeidswetgeving, met inbegrip — in alle gevallen — van de tijd die gewijd is aan het bijwonen van de cursussen;

11° de stagiair minimum 28 uur per week gemiddeld over het hele jaar in de onderneming tewerk te stellen, met inbegrip van de uren gewijd aan het bijwonen van de cursussen;

12° de stagiair de nodige tijd te geven om zijn religieuze plichten alsook zijn burgerplichten te vervullen;

13° als een goede huisvader te zorgen voor de persoonlijke zaken die de stagiair in bewaring geeft; hij heeft in geen geval het recht om deze zaken achter te houden;

14° een verzekering af te sluiten tegen ongevallen die de stagiair kunnen overkomen tijdens en door de uitvoering van het stage-overeenkomst :

a) gedurende de opleidingsuren in de onderneming en, in het opleidingscentrum, gedurende de uren waarin de stagiair de cursussen volgt die zijn voorzien in de stage-overeenkomst en hij deelneemt aan de evaluaties en examens;

b) gedurende de gebruikelijke weg die de stagiair aflegt van huis naar de onderneming of het centrum en omgekeerd alsook van de onderneming naar het centrum en omgekeerd;

15° de toezichthoudende afgevaardigde en iedereen die door het Instituut is aangeduid, toe te laten om op de plaatsen van de uitvoering van de overeenkomst na te gaan of de verplichtingen waartoe hij zich heeft verbonden, wel worden nagekomen;

16° de toezichthoudende afgevaardigde een verslag te bezorgen over het verloop van de opleiding in de onderneming en dit eenmaal per jaar en vóór 31 maart volgens de nadere regelen die zijn vastgesteld door het Instituut;

17° de stagiair op diens verzoek aan het einde van de stage een getuigschrift af te leveren met vermelding van de begin- en einddatum van de overeenkomst alsook de aard van de gevolgde opleiding;

18° de toezichthoudende afgevaardigde op de hoogte te brengen van de eventuele afwezigheden van de stagiair;

19° aanvullende pedagogische vervolmakingszittingen bij te wonen onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door het Instituut;

20° de stagiair onbetaald verlof toe te kennen of het wettelijk verlof aan te vullen met onbetaald verlof dat moet worden opgenomen zoals wettelijk verlof wanneer de stagiair volgens de wet geen recht heeft op vakantiedagen of recht heeft op een aantal dagen dat minder is dan de wettelijke maximumduur zodanig dat de stagiair voor elk opleidingsjaar een totaal van 20 tot 24 verlofdagen heeft al naargelang de uitvoering van de overeenkomst 5 of 6 dagen aanwezigheid per week in de onderneming vereist;

21° de stagiair de mogelijkheid te geven om zich bij de toezichthoudende gemachtigde te begeven gedurende de opleidingsuren in de onderneming;

22° de procedure voorzien in artikel 10 van dit besluit na te leven bij elk probleem naar aanleiding van de overeenkomst .

**Art. 13. § 1.** De maandelijkse minimumvergoeding, bedoeld in artikel 12, 9° bedraagt :

1° wanneer de stagiair houder is van hetzij een leergetuigschrift hetzij een bekwaamheidsgetuigschrift van het 4de technische of 6de beroepsjaar in het beroep waarop de stage-overeenkomst betrekking heeft;

a) 22 000 frank voor het eerste jaar;

b) 26 000 frank voor de volgende jaren;

2° wanneer de stagiair geen houder is van één van de diploma's bedoeld in 1° :

a) een bedrag dat overeenstemt met dat van de vergoeding voor beëindiging van de leertijd voor het eerste jaar;

b) 22 000 frank voor het tweede jaar;

c) 26 000 frank voor het derde jaar;

3° wanneer het opleidingsplan een bijkomend jaar voorziet in toepassing van artikel 4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende het afwisselend opleidingsplan van de permanente opleiding voor de middenklasse en de kleine en grote ondernemingen :

a) een bedrag dat overeenstemt met dat van de vergoeding voor beëindiging van de leertijd voor het eerste jaar;

b) 15 600 frank voor het tweede jaar;

c) 26 000 frank voor het derde jaar;

§ 2. Indien het bevoegd Paritair comité hogere vergoedingen heeft vastgesteld, dient de bedrijfsleider deze te betalen.

Deze vergoeding omvat de voordelen in natura die door de bedrijfsleider zijn toegekend zoals ze forfaitair geraamd zijn in de reglementering betreffende de sociale zekerheid van de werknemers.

Ze is verschuldigd voor zowel de pretaties die de stagiair levert in de onderneming als voor de cursussen die volgt en de evaluaties en examens die hij aflegt in uitvoering van de overeenkomst.

De stijging van de minimum maandvergoeding neemt een aanvang op de eerste augustus die voorafgaat aan de toegang tot het hoger jaar voor de overeenkomsten die zijn gesloten vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.



Voor de overeenkomsten die gesloten zijn vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt de stijging van de maandelijkse minimumvergoeding behouden tot elke datum van de verjaardag van de sluiting van de overeenkomst.

In geval van verlenging van de overeenkomst wordt de verhoging van de stage-overeenkomst met een jaar opgeschort.

§ 3. De bedragen die zijn voorzien in § 1 worden jaarlijks aangepast op 1 januari op basis van de index van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaand jaar.

Het geïndexeerd bedrag van de maandelijkse minimumvergoeding van het eerste jaar, met inbegrip van de voordelen in natura evenals het bedrag van het tweede jaar bedoeld in § 1,3°, b, met inbegrip van de voordelen in natura, mag evenwel niet meer zijn dan het bedrag waarboven de stagiair niet langer recht heeft op kinderbijslag.

De toezichthoudende afgevaardigde deelt de partijen schriftelijk de nieuwe bedragen van de maandelijkse vergoeding mee.

**Art. 14.** De stagiair moet :

- 1° zijn taken uitvoeren met zorg, integriteit en met oog voor de plaats en de voorwaarden;
- 2° handelen volgens de instructies vanwege de bedrijfsleider, diens gemachtigden of beampten met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° nauwgezet deelnemen aan de cursussen als bedrijfsleider, behalve in geval van vrijstelling, en de pedagogische documenten die hij krijgt nauwgezet bijhouden en aanvullen;
- 4° deelnemen aan de evaluaties tijdens en op het einde van de opleiding;
- 5° tijdens de duur van de overeenkomst en na de stopzetting ervan geen fabrieks- of zakengeheimen noch persoonlijke of vertrouwelijke zaken openbaar maken waarvan hij kennis had omwille van zijn aanwezigheid in de onderneming;
- 6° zich onthouden van alles wat zijn eigen veiligheid, die van zijn collega's, zijn bedrijfsleider of derden in het gedrang kan brengen en in het bijzonder de veiligheids- en hygiënevoorschriften naleven die gelden voor het beroep;
- 7° het hem toevertrouwd materiaal in goede staat terugbezorgen aan het bedrijfsleider evenals de werkkledij wanneer deze verplicht is bij of krachtens de wet van 4 augustus 1991 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk;
- 8° de toezichthoudende afgevaardigde een verslag bezorgen over het verloop van de stage tegen 31 maart overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld door het Instituut;
- 9° de in artikel 10 voorziene procedure naleven bij een probleem naar aanleiding van de uitvoering van de overeenkomst.

**Art. 15.** Wanneer de stagiair schade heeft berokkend aan de bedrijfsleider of derden in de uitvoering van zijn stage-overeenkomst, staat eerstgenoemde slechts in voor de opzetschade en beroepsfouten;

Hij staat slechts in voor een lichte fout indien deze in zijn hoofde veeleer repititief dan zeldzaam is;

Ingeval van schade zoals bedoeld in het eerste lid dienen de partijen onmiddellijk de toezichthoudende afgevaardigde op de hoogte te brengen.

De bedrijfsleider kan de vergoeding en schadeloosstelling die hem verschuldigd zijn krachtens dit artikel afhouden van de stagevergoeding en waarover na de feiten een overeenkomst is bereikt met de stagiair of die zijn opgelegd door de rechter.

Het totaal van de afhoudingen mag niet meer bedragen dan één vijfde van de maandelijkse vergoeding, waarvan de eventuele afhoudingen verricht krachtens de fiscale wetgeving en de wetgeving betreffende de sociale wetgeving reeds zijn afgetrokken.

**Art. 16.** De stagiair is niet aansprakelijk voor schade of slijtage door het normale gebruik van de zaak, noch voor het verlies veroorzaakt door toeval.

Er wordt geen rekening meer gehouden met de gebreken na de oplevering van het werk.

#### HOOFDSTUK III. — *Opschorting van de uitvoering van de overeenkomst*

**Art. 17.** De uitvoering van de stage-overeenkomst wordt opgeschort tijdens een zwangerschapsverlof, gedwongen werkloosheid of arbeidsongeschiktheid naar aanleiding van ziekte of een ongeval.

Wanneer de uitvoering van een stage-overeenkomst voor meer dan zes maanden is opgeschort, wordt de datum van het verstrijken van deze overeenkomst opgeschoven naar 30 september van het jaar dat volgt op het jaar waarin deze moest verstrijken.

In geval van opschorting van de stage-overeenkomst behoudt de stagiair het recht op zijn stagevergoeding gedurende zeven dagen.

**Art. 18.** Elk geval van opschorting van een stage-overeenkomst moet door het bedrijfsleider onverwijld worden meegedeeld aan de toezichthoudende afgevaardigde.

#### HOOFDSTUK IV. — *Einde van de overeenkomst, opzegging, intrekking van de erkenning*

**Art. 19.** De stage-overeenkomst neemt een einde :

- 1° door het verstrijken van de termijn;
- 2° door de wil van één van de partijen :
  - a) in de loop van de proefperiode, waarvan schriftelijk kennis wordt gegeven en mits een vooropzeg van 7 dagen;
  - b) op elk tijdstip tijdens de uitvoering van de overeenkomst en onmiddellijk wanneer er in hoofde van de andere partij een zwaarwichtige reden bestaat, voorzien in artikelen 20 en 21, die de verbreking rechtvaardigt;
- 3° bij gezamenlijk akkoord tussen de bedrijfsleider en de stagiair ingeval van een menigverschil dar de goede uitvoering van de stage-overeenkomst ernstig in het gedrang brengt en mits voorafgaande kennisgeving aan de toezichthoudende afgevaardigde;
- 4° door het overlijden van een van de partijen;
- 5° door toeval of overmacht wanneer dit de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

6° door de wil van de stagiair, waarvan schriftelijk kennis wordt gegeven aan de bedrijfsleider en de toezichthoudende afgevaardigde en mits een vooropzeg van 7 dagen, wanneer hij is aangeworven op basis van een arbeidsovereenkomst, benoemd is in een bestuur of zich als zelfstandige vestigt;

7° wanneer de opschorting van de overeenkomst langer duurt dan zes maanden en een van de partijen wenst dat de overeenkomst wordt stopgezet;

8° op besluit van het Instituut overeenkomstig artikel 22.

In afwijking van artikel 6 kan in bepaalde omstandigheden en mits akkoord van het Instituut de afloop van de overeenkomst bij een wijzigingsclausule worden vastgesteld op een andere dan de oorspronkelijk vastgestelde datum, dit op voorstel van de toezichthoudende afgevaardigde.

**Art. 20.** De bedrijfsleider kan het bestaan van een zwaarwichtige reden invoeren voor de verbreking die de opzegging van rechtwege van de stage-overeenkomst rechtvaardigt wanneer de stagiair :

1° zich schuldig maakt aan een daad van oneerlijkheid, ernstige feitelijkheden of beledigingen ten opzichte van het bedrijfsleider of het personeel;

2° bewust zware immateriële of materiële schade toebrengt tijdens of ter gelegenheid van de uitvoering van de overeenkomst;

3° fabrieksgeheimen openbaar maakt of in serieuze mate in discreet is in een zakenkwesitie;

4° ernstig tekortschiet in de naleving van zijn verplichtingen betreffende de goede orde, veiligheid en discipline van de onderneming of de uitvoering van de overeenkomst .

**Art. 21.** De stagiair kan het bestaan van een zwaarwichtige reden voor de verbreking invoeren die de opzegging van rechtwege van de stage-overeenkomst verantwoordt wanneer :

1° de bedrijfsleider of monitor zich ten opzichte van de stagiair schuldig maakt aan een daad van oneerlijkheid, ernstige feitelijkheden of beledigingen;

2° de bedrijfsleider of monitor dergelijke daden van derden ten opzichte van de stagiair toelaat;

3° de moraliteit van de stagiair in het gedrang wordt gebracht tijdens de duur van de overeenkomst;

4° de bedrijfsleider ernstig tekortschiet in zijn verplichtingen betreffende de uitvoering van de overeenkomst;

5° de overeenkomst wordt opgeschort krachtens artikel 24.

**Art. 22.** Het Instituut stelt een einde aan de stage-overeenkomst wanneer :

1° een van de partijen valse inlichtingen heeft verstrekt;

2° de stagiair niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 5 of wanneer de erkenning van de onderneming is ingetrokken;

3° een van de partijen niet langer haar verplichtingen nakomt met betrekking tot de praktische en theoretische opleiding en met name wat betreft het regelmatig bijwonen van de cursussen;

4° gebleken is dat naar aanleiding van de evaluaties tijdens de opleidingscursus de stagiair niet beschikt over de nodige bekwaamheid om de kennis die voorzien is tijdens het opleidingsprogramma te verwerven;

5° de stagiair beschouwd wordt als niet langer fysiek bekwaam voor de uitvoering van het beroep waarop de stage-overeenkomst betrekking heeft bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk;

6° de partijen niet tot een akkoord zijn gekomen op het einde van de procedure voorzien in artikel 10.

**Art. 23.** Alvorens een einde te stellen aan de stage-overeenkomst een van de partijen uit te sluiten van de voordelen van het sluiten van de overeenkomst vraagt het Instituut om het advies van de toezichthoudende afgevaardigde.

De toezichthoudende afgevaardigde verzoekt de contracterende partijen om schriftelijk hun eventuele opmerkingen over te maken. Desgevallend roept hij ze op om ze te horen en bezorgt hij een verslag aan het Instituut.

**Art. 24.** De Administrateur-generaal van het Instituut kan de uitvoering van de overeenkomst opschorten voor een tijdsduur die hij zelf bepaalt wanneer het belang van de stagiair dit rechtvaardigt en nadat het advies is ingewonnen van de Beroepscommissie, bedoeld in artikel 25.

Wanneer de opschorting van de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden duurt, wordt artikel 19, 7° van toepassing.

**Art. 25.** Beroep kan worden ingediend bij de Administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing die genomen is in toepassing van dit besluit overeenkomstig de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot regeling van de beroepen en de organisatie en de werking van de Beroepscommissie in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 26.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 tot organisatie van de stage in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven.

**Art. 27.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de stage-overeenkomsten die gesloten zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

**Art. 29.** Het Lid van het College belast met Beroepsopleiding en Permanente vorming van de Middenklasse is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. ANDRE,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding en de permanente vorming van de middenklasse

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie